Examen de l'investissement étranger

Je signale simplement que le Nouveau parti démocratique a adopté cette attitude-là dès sa fondation. Nous avons démontré l'impossibilité où se trouvait un pays, de nos jours, de jouir d'une autonomie politique tant qu'il continuerait de dépendre, sur le plan économique, d'un voisin puissant, comme c'est de plus en plus le cas du Canada.

Au cours de son allocution, le Président du Mexique a également déclaré ceci, que je considère de la plus grande importance:

En pleine indépendance, nous utiliserons et accepterons la technologie dans la mesure où elle coïncide avec les objectifs de notre politique économique. Essayons de mettre un terme aux pratiques ou aux stipulations qui limitent les exportations, entravent l'essor de méthodes adéquates, élèvent les prix de la production ou constituent des obstacles à notre développement autonome. En résumé, nous voulons faire de la technologie un instrument de progrès, et non une méthode de sujétion.

Rien ne saurait être plus à propos dans le débat actuel. C'est une idée que j'approuve sans réserve. C'est un énoncé éloquent de la prise de position que mes amis et moi signalons aux Canadiens depuis nombre d'années. Nos gouvernements et nos hommes d'affaires ont jusqu'ici voué un culte au progrès économique en soi, sans tenir compte de sa nature, de ce qu'il représentait pour l'avenir du Canada et des Canadiens, en fait d'exploitation des ressources. Résultat: nous avons une industrie de fabrication auxiliaire, qui n'a pas l'efficacité qu'elle devrait avoir, qui n'est pas rationalisée ni spécialisée comme elle devrait l'être pour entrer en concurrence avec d'autres pays. Deuxièmement, il se fait peu de recherche au Canada. Nos dirigeants du monde des affaires et nos gouvernements comptaient sur les recherches effectuées ailleurs par des compagnies d'appartenance étrangère, car il en coûtait moins cher de cette façon que de s'intéresser aux talents et spécialités des hommes de science du pays et à l'avenir du Canada au sein d'un monde technologique.

Dans les industries de ressources, nous avons permis à ces sociétés plurinationales d'expédier non seulement les ressources canadiennes mais également les emplois canadiens, en leur permettant d'utiliser nos matières premières qui étaient très peu traitées ou raffinées dans notre pays. Nous exportons des matières premières et plus tard, nous rachetons les produits finis faits à partir des ces matières premières, aux États-Unis ou ailleurs. De cette façon, nous allons peu à peu vers l'épuisement de nos ressources naturelles sans qu'aucun avantage n'en découle pour les Canadiens. Cela ne devrait pas exister dans un pays qui est fier, qui a confiance en soi et qui est déterminé à définir son propre avenir.

En fait, comme je l'ai expliqué en détail au cours de la dernière campagne électorale, nous avons élaboré un régime fiscal qui permet délibérément aux sociétés plurinationales d'exploiter nos ressources, et qui concentre le développement économique sur l'acquisition d'énormes investissements de pétrole, d'énergie et de minerais plutôt que sur les industries de fabrication et de services, qui fournissent au Canada les emplois nécessaires. A mon avis, cette expansion, encouragée par les gouvernements libéraux et conservateurs, ainsi que par les grands hommes d'affaires de notre pays—qui sont tous continentalistes, quoi qu'ils en disent,—est maintenant à la merci des sociétés plurinationales et non plus de notre pays. Cela est particulièrement vrai dans le domaine des exportations où ces sociétés se divisent les marchés d'exportation mondiaux. Les gouvernements canadiens ont aidé à cela. Je veux parler, par exemple, de l'accord conclu avec

le parti conservateur au début des années 60 en vue de diviser le Canada en deux marchés du pétrole, l'un pour la distribution du pétrole provenant de l'Ouest canadien et l'autre, à l'est de l'Ontario pour la vente du pétrole importé par les sociétés internationales qui exploitent nos réserves dans l'Ouest—pétrole importé du Venezuela et d'autres pays. Nous avons en toute connaissance de cause adopté des politiques visant à encourager cette division du Canada, politiques qui ont servi les intérêts des sociétés plurinationales au détriment des Canadiens.

Certains chiffres ont déjà été consignés au hasard. Permettez-moi d'en ajouter quelques autres, car ils sont très révélateurs. Le fait est que le contrôle étranger de notre économie s'est accru régulièrement, en particulier dans le domaine des industries de ressources. Il n'a diminué dans aucun secteur. Il s'est accru régulièrement d'une année à l'autre. Jetons un coup d'œil sur les données suivantes pour l'année 1969. Ce sont les données mises à jour du rapport Gray basé sur les statistiques de 1968. Dans le secteur des mines et des métaux, le contrôle étranger s'établissait à 55.5 p. 100. Je tiens à souligner ici que ce pourcentage de 55.5 p. 100 représente une augmentation; il était de 38.5 p. 100 en 1965. Dans quatre ans seulement ou environ, soit de 1965 à 1969, on note une augmentation du contrôle étranger d'environ 75 p. 100 dans l'industrie des mines et des métaux. Le contrôle des combustibles en 1969 s'établissait à 82.5 p. 100; celui des produits du caoutchouc à 92.7 p. 100—il ne pouvait augmenter davantage. En ce qui a trait à l'industrie du bois, le contrôle s'établissait à 42.6 p. 100; il était de 28.2 p. 100 en 1965.

• (1520)

De même, en 1969, le contrôle étranger dans le secteur de l'impression et de l'édition avait augmenté à 20.4 p. 100, de 11.3 p. 100 qu'il était en 1965. Dans le secteur des machines, le contrôle étranger s'établissait à 73.2 p. 100; il était de 86.4 p. 100 dans celui de l'équipement de transport, tandis que dans le secteur du pétrole et du charbon, il atteignait le pourcentage renversant de 99.5 p. 100. Presque toutes nos ressources sont contrôlées par des sociétés multinationales étrangères. Dans le secteur des produits chimiques, le contrôle étranger s'établissait à 80.4 p. 100 et, dans celui de la fabrication en général, à 57 p. 100. Ce sont là les pourcentages de contrôle qu'exerçaient en 1969 sur l'industrie canadienne ces puissantes sociétés multinationales.

Je tiens ici à souligner que, dans le cadre de ces données statistiques, le tableau devient plus menaçant encore quand on examine la situation sous l'angle taille de ces sociétés pour voir laquelle détient vraiment les leviers de contrôle dans l'économie. Examinons dans quelle mesure s'exerce le contrôle canadien d'une part et le contrôle étranger d'autre part.

Si on passe en revue toutes les sociétés au Canada et qu'on s'arrête à leur actif, on constate que celles où il est de moins de 1 million de dollars ne sont contrôlées que dans la proportion de 9 p. 100 par des étrangers; donc, 91 p. 100 d'entre elles sont sous contrôle canadien. Mais les sociétés dont l'actif varie de 1 à 5 millions de dollars sont contrôlées par l'étranger dans la proportion de 29 p. 100; celles dont l'actif varie de 5 à 25 millions de dollars sont sous contrôle étranger dans la proportion de 50 p. 100, et celles dont l'actif dépasse 25 millions de dollars, dans la proportion de 54 p. 100. Vous voyez donc que plus les entreprises sont importantes, plus elles ont d'emprise sur